

Résidents et délégués des foyers de travailleurs immigrés MANIFESTONS avec les locataires et les sans-logis

samedi 1^{er} avril à 15h à République

- **contre la reprise des expulsions, contre la hausse des redevances**
- **pour le droit à la vie privée et le droit d'héberger,**
- **pour le droit à une vie collective digne et respectée dans les logements-foyers**
- **pour le relogement des suroccupants et l'augmentation de la capacité d'accueil.**

La reprise des expulsions le 1^{er} avril 2017 s'annonce alors que les résidents des foyers de travailleurs immigrés et des résidences sociales subissent de multiples attaques :

- **attaques racistes** comme l'incendie criminel qui a provoqué un mort et plusieurs blessés au foyer Coallia de la rue Nationale à Boulogne,
- **attaques contre les salles collectives et la vie collective**, fermeture de toutes les salles de réunion et de rencontre aux foyers Diderot (Coallia) Riquet (Adoma), dans des dizaines de foyers de banlieue (Adef, Adoma, Coallia),
- **des centaines de procédures d'expulsion par semaine** soit pour dettes locatives (les gestionnaires ne facilitent pas l'accès des résidents aux dispositifs de prévention des expulsions) soit parce qu'on héberge un cousin, frère, ou ami,
- **changement de statut des établissements**, les FTM, foyers pour travailleurs immigrés vivant seuls, deviennent des Résidences sociales, logements de passage pour toute personne précaire aux revenus trop faibles pour accéder aux HLM. Le résultat : les travailleurs immigrés auront de plus en plus de mal à se loger et les foyers perdront leur caractère collectif.

Les gouvernements successifs ont tous refusé d'accorder les droits équivalents à ceux des locataires dans les foyers – pas de contrôle sur les charges ou prestations, pas le droit de changer sa serrure ou adapter son logement, pas le droit d'héberger un ami de passage. Les logements foyers restent dans une zone floue de semi-droit, reliquat de l'attitude de contrôle autoritaire et de mépris raciste qui caractérisent la politique des foyers depuis ses débuts.

Les gestionnaires, eux, sont intéressés par leur seule expansion financière et par le train de vie mirobolant que peuvent mener leurs hauts dirigeants. Toute idée de vocation sociale a disparu.

Voilà pourquoi nous manifestons le 1^{er} avril à la fin de la trêve hivernale tous ensemble, résidents, locataires et sans-logis

- **ARRÊT DES EXPULSIONS, arrêt des fermetures des places d'hébergement,**
- **DROITS PLEINS A LA VIE PRIVÉE dans tous les foyers et à UNE VIE COLLECTIVE DIGNE,** avec le nombre d'activités et de salles collectives réclamé par les résidents,
- **RENFORCEMENT DU STATUT DES COMITÉS DE RÉSIDENTS** qui doivent être des partenaires de gestion pour l'ensemble de la vie des résidents et de la vie collective.
- **CONSTRUCTION DE 200 000 LOGEMENTS SOCIAUX PAR AN (HLM et foyers)** pour loger toutes les familles sans toit, les milliers de suroccupants des foyers et faciliter l'accès des résidents aux HLM,
- **ACCÈS POUR LES RÉSIDENTS à tous les dispositifs de droit commun,**
- **CRÉATION D'UN STATUT DE « RÉSIDENCE SOCIALE POUR TRAVAILLEURS ISOLÉS »** qui permette un habitat collectif de qualité ainsi que de limiter les méfaits des « fourre-tout de la misère sociale » que deviennent les résidences soumis à la « mixité des pauvres ».
- **TAXATION DES PROFITS ET DES TRANSACTIONS SPÉCULATIVES, et INSCRIPTION DU DROIT AU LOGEMENT DANS LA CONSTITUTION.**

21 mars 2017, Copaf, Coordinations des délégués des foyers...

Pour tout contact : 06 87 61 29 77 ou 06 75 01 30 49 ; copaf@copaf.ouvaton.org

site : www.copaf.ouvaton.org